



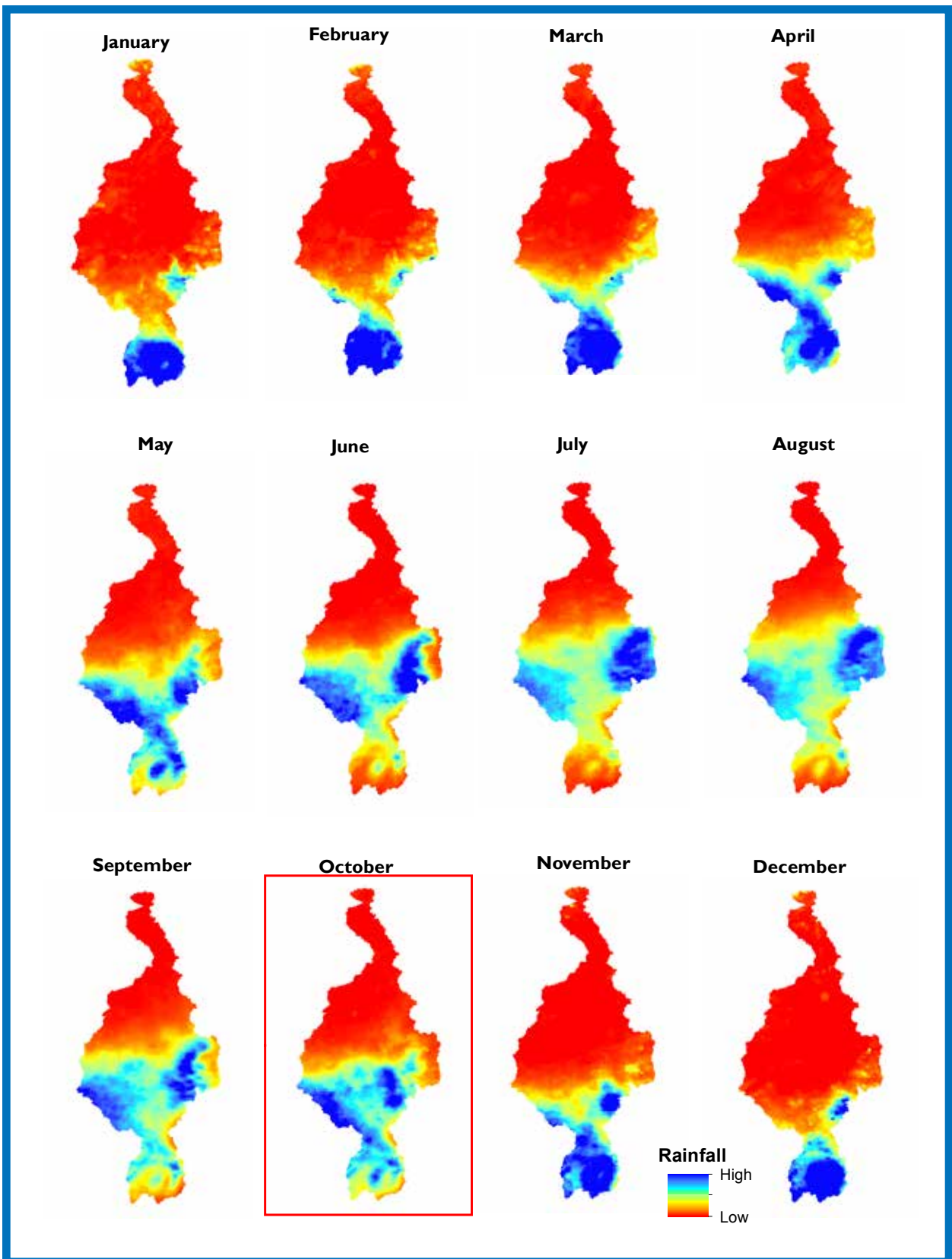
Initiative du Bassin du Nil

RAPPORT ANNUEL

2014



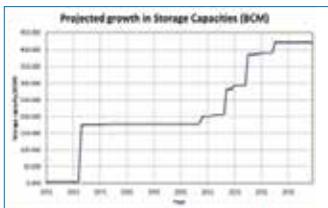
PLUVIOMETRIE MOYENNE ANNUELLE DANS LA REGION DU BASSIN DU NIL



SOMMAIRE



CE QUE NOUS SOMMES	4
LE CONSEIL DES MINISTRES DU BASSIN DU NIL	6
MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DU NIL	8
MESSAGE DU DIRECTEUR EXECUTIF DE L'IBN	9
MESSAGE DU DIRECTEUR DE ENTRO	10
MESSAGE DU COORDONNATEUR REGIONAL (NELSAP-CU)	12
PROGRAMME DE COOPERATION DU BASSIN	12
Décisions et recommandations majeures de la 22 ^{ème} session du Conseil des Ministres de l'IBN	13
Décisions et recommandations majeures des 26 ^{ème} et 27 ^{ème} sessions de ENCOM	13
Dialogue annuel des partenaires de l'IBN en matière de gouvernance-dialogue	14
Engagement avec les Etats membres	14
Communication des résultats et plus grande implication des parties prenantes	15
Evénements pour l'engagement des parties prenantes	16
PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES HYDROGRAPHIQUES	18
Renforcement de la capacité analytique	18
Analyses techniques comme base du dialogue	19
Gestion des connaissances	19
Suivi du bassin fluvial	20
Politique transfrontalière	21
Renforcement des capacités à travers les programmes de stage	21
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HYDROGRAPHIQUES	22
Energie	22
Interconnexions énergétiques	23
Sécurité des barrages	24
Gestion et développement du bassin fluvial	25
Agriculture	27
SERVICES ORGANISATIONNELS	27
RAPPORT FINANCIER	28



CE QUE NOUS SOMMES



L'Initiative du Bassin du Nil (IBN) est une institution de partenariat intergouvernemental regroupant dix membres guidés par un **Objectif de vision partagée**, à savoir *l'atteinte d'un développement socio-économique durable à travers l'utilisation équitable et bénéfique des ressources hydrographiques communes du Bassin du Nil*. Les Etats membres de l'IBN sont : le Burundi, la République Démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan du Sud, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. L'Erythrée participe en qualité d'observateur.

L'IBN offre une plateforme unique et totalement inclusive de dialogue parmi de multiples parties prenantes en vue du partage d'information, de la planification et de la gestion conjointe de l'eau et d'autres ressources connexes du bassin du Nil. L'IBN a pour but de renforcer les capacités institutionnelle et

Principaux programmes

Afin de réaliser son objectif de vision partagée, l'IBN assume trois fonctions principales :



Les Centres de l'IBN

La structure de l'IBN est basée sur le principe de subsidiarité. Outre le secrétariat (Nile-SEC) qui a son siège à Entebbe en Ouganda, il existe deux organisations des sous-bassins : un sous-bassin pour mobiliser les potentialités uniques et un autre pour atténuer les risques uniques afférents. D'où l'implantation du Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) à Addis Abeba en Éthiopie et de l'Unité de coordination du Programme d'action subsidiaire des Lacs équatoriaux du Nil (NELSAP-CU) à Kigali au Rwanda.

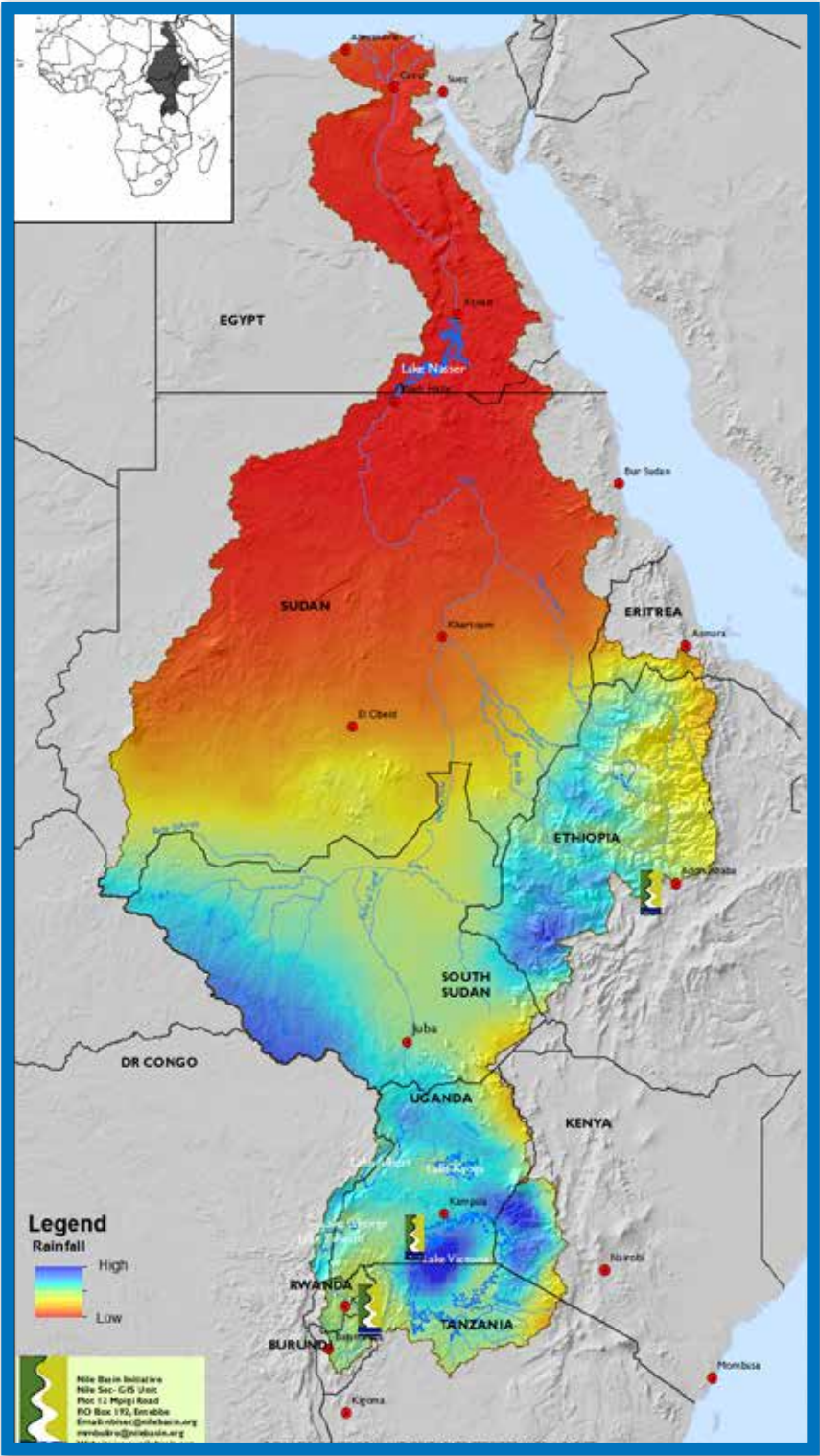
technique, ainsi que les bases de connaissances des Etats membres, afin de soutenir la prise de décisions et les actions, d'apporter une assistance aux Etats membres en matière d'identification et de préparation des projets d'investissement, ainsi que de mobilisation des ressources financière et technique nécessaires à leur mise en œuvre. L'IBN offre également l'occasion d'intégrer des politiques, des outils, des spécificités territoriales et des préoccupations endogènes et locales dans le cadre des réponses à apporter aux défis communs auxquels est confronté le bassin.

Lancée le 22 février 1999 par les ministres en charge de l'eau des pays riverains, l'Initiative du Bassin du Nil est une institution transitoire qui devrait être remplacée par une institution permanente, à savoir : la Commission du Bassin du Nil, au terme de l'entrée en vigueur de l'Accord Cadre de Coopération (ACC).

OBJECTIFS DE L'IBN

- Développer les ressources hydrographiques du bassin du Nil de manière durable et équitable, afin d'assurer la prospérité, la sécurité et la paix pour tous les peuples du Bassin.
- Veiller à une gestion efficace de l'eau et à l'utilisation optimale des ressources.
- Promouvoir la coopération et une action conjointe entre les pays riverains, dans la recherche de bénéfices équitables.
- Eradiquer la pauvreté et promouvoir l'intégration économique.
- Veiller à ce que le programme passe de la phase de planification à celle d'action.

PLUVIOMETRIE MOYENNE ANNUELLE DANS LA REGION DU NIL



LE CONSEIL DES MINISTRES DU NIL

Composé des ministres en charge de l'eau des États membres respectifs de l'IBN, le Conseil des Ministres du Nil (Nile-COM) est l'organe suprême de prise de décisions de l'Initiative Bassin du Nil. Il est épaulé par le Comité technique consultatif (Nile-TAC), composé de 20 cadres supérieurs, dont deux de chaque État membre.

Rôles et responsabilités du Conseil des ministres

- Donner une orientation stratégique et assurer l'adhésion aux arrangements de transition de l'Initiative Bassin du Nil.
- Approuver les programmes et les projets
- Valider les plans de travail et les budgets



Hon. Nduwayo Jean-Claude
Ministre de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement
du Territoire et de l'Urbanisme -Burundi



Hon. Bavon N'Samputu Elima
Ministre de l'Environnement, de la Conservation de la
nature et du Tourisme - RD Congo



Dr. Husam Mughazy
Ministre de l'Hydrauliques et de l'Irrigation - Egypt



Hon. Alemayehu Tegenu
Ministre de l'Eau et de l'Energie - Éthiopie



Prof. Judi W. Wakhungu
Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Eau et aux
Ressources naturelles - Kenya



Hon. Dr. Vincent Biruta
Ministre des Ressources Naturelles - Rwanda



Hon. Jemma Nunu Kumba
Ministre de l'Electricité, des Barrages, de l'Irrigation et
de l'Hdraulique - Soudan du Sud



Hon. Mutaz Musa Abdalla Salim
Ministre de l'Hhydraulique et de l'Electricité - Soudan



Hon. Prof. Jumanne A. Maghembe
Ministre en charge de l'Eau -Tanzanie



Hon. Prof. Ephraim Kamuntu
Ministre de l'Eau et de l'Environnement - Ouganda

MESSAGE DU PRÉSIDENT CONSEIL DES MINISTRES DU NIL



Je voudrais saisir cette opportunité pour souligner le noble rôle qu'est le nôtre en tant que citoyens du Bassin du Nil dans la gestion de Mère nature. Nous sommes responsables des ressources de l'eau limitées du Bassin du Nil pour les générations futures et sommes tenus de trouver des moyens d'utilisation de ces ressources de sorte à garantir leur pérennité pour la postérité.

L'initiative Bassin du Nil (IBN) a toujours joué un rôle déterminant, servant de plateforme pour la promotion de la coopération entre les États membres en vue d'une gestion et d'un développement durables des ressources communes dans le Bassin du Nil.

Je suis ravi de dire qu'au cours de l'année écoulée, l'IBN a réalisé des progrès remarquables en matière de coopération dans le Nil: Le Soudan a réaffirmé son entière appartenance à l'IBN en mi 2013 après trois ans d'absence; Le Conseil des Ministres du Nil oriental (ENCOM) a organisé des rencontres en janvier et juin 2014 respectivement, après quatre ans, malgré l'absence de l'Égypte, et a pris la décision de redynamiser le Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) en fonction de son mandat, Le Soudan du Sud a été formellement admis dans le Programme d'Action subsidiaire du Nil oriental (NELSAP), marquant une phase d'expansion et d'approfondissement de la coopération dans le Nil oriental.

Des progrès ont été également accomplis dans la mobilisation des ressources financières au nom des États membres, pour la mise en œuvre de certains projets d'investissement facilités par l'IBN. Il s'agit par exemple des 470 millions \$EU consentis par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres partenaires au développement pour le projet hydroélectrique régional sur les chutes de Rusumo; et

des 3,5 millions \$EU pour financer les études relatives au projet polyvalent de développement des ressources hydrographiques de Baro- akobo-sobat. Dans le même temps, l'identification et l'élaboration de projets d'investissement bancables d'intérêt régional, se sont poursuivies comme cela avait été planifié.

Avec la clôture du Fonds fiduciaire du Bassin du Nil en décembre 2014, qui était la source principale de financement des coûts institutionnels et programmatiques, la pérennité des institutions de l'IBN nous incombe désormais. A cet effet, j'en appelle à chaque État membre pour que soit honorées dans les délais, les obligations financières vis-à-vis de l'IBN pour garantir son bon fonctionnement. Autrement nous risquons de compromettre les acquis glanés jusqu'ici et de perdre les efforts et toutes les ressources investies jusqu'à ce jour.

Une coopération inclusive est primordiale pour optimiser le développement de l'ensemble du Bassin. A cet effet, je réitère notre engagement à poursuivre les négociations avec l'Égypte, tant formelles qu'informelles.

Je reste enfin reconnaissant à l'endroit de mes collègues membres du Nile-Com pour le soutien qu'ils m'ont accordé tout au long de mon mandat. Les mêmes sentiments s'adressent également aux partenaires au développement pour l'engagement inconditionnel dont ils n'ont cessé de faire preuve dans le cadre de la coopération dans le Nil, ainsi qu'à la direction et au personnel de l'IBN pour l'engagement exemplaire démontré à la cause de l'IBN.

Cœuvrons pour un avenir meilleur pour tous les citoyens du Bassin du Nil!

Hon. Jemma Nunu Kumba

Ministre de l'Électricité, de l'Eau et de l'Irrigation du Soudan du Sud

MESSAGE DU DIRECTEUR EXECUTIF SECRETARIAT DE L'IBN



Il m'échoit le plaisir de vous présenter notre rapport annuel au titre de 2014, lequel met en exergue les progrès réalisés durant la période allant de 2013 à 2014. Ils ont été en effet significatifs dans l'appréhension surtout, des retombées actuelles et futures au titre de la coopération avec tout un éventail de parties prenantes de l'IBN, à travers des événements régional et national, une interaction à l'échelle nationale, ainsi qu'à travers une meilleure communication sensibilisation.

L'IBN a renforcé les capacités des États membres à l'utilisation de ses produits techniques grâce aux programmes de formation ciblés et à un service d'assistance dédié aux utilisateurs du système de soutien aux décisions du Bassin du Nil. Nous avons également consolidé la base de connaissances grâce à des plateformes dynamiques de connaissances en vue d'accroître l'accès du public à l'ensemble des connaissances générées par l'IBN.

J'ai également le plaisir de vous informer que durant cet exercice, nous avons pu mobiliser un montant additionnel de 18 millions \$EU à travers le Fonds spécial de la Banque mondiale et CIWA pour la mise en œuvre du programme de l'IBN, ainsi que 3 millions d'euros auprès du GIZ pour appuyer la coopération sur les eaux transfrontalières dans le Bassin du Nil.

En dépit de ces avancées, il reste encore quelques défis à relever, dont les plus importants se réfèrent à la pérennisation de l'IBN. Décembre 2014 marque la fin Fonds spécial (NBTF) du Bassin du Nil administré par la Banque mondiale, qui a constitué la source majeure de financement de l'IBN. Le rétrécissement des financements au-delà 2014 pose des défis pour la continuité et la pérennité des acquis glanés jusqu'ici.

D'autre part, le non participation de l'Egypte aux activités de l'IBN continue d'affaiblir l'esprit de la coopération au sein du Bassin.

En fin et comme j'arrive au terme de mon mandat qui s'achève le 31 août 2014, je voudrais saisir cette opportunité pour exprimer ma sincère gratitude à tous ceux qui ont contribué à ces remarquables réalisations. Tout ceci n'aurait pas pu être possible sans les efforts collectifs des cadres dévoués des structures de gouvernance, d'un personnel professionnel et engagé, d'un soutien sans faille de la part des bailleurs, ainsi que la participation admirable de tous les autres acteurs et citoyens clés du Basin.

Bonne lecture!

Teferra Beyene (Eng.)

MESSAGE DU DIRECTEUR DE ENTRO



Le budget de l'exercice 2013/2014 a marqué le début de la fin de ce qui semblait être des défis insurmontables menaçant le fonctionnement effectif du Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO). Bien que les efforts pour ramener l'Égypte dans le giron du Programme d'action subsidiaire du Nil oriental (ENSAP) en particulier et dans celui de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN) en général se multiplient, il convient de noter que c'est au cours de cet exercice que ENTRO a connu la fin du vide dans la structure de gouvernement dont il a souffert au cours des quatre dernières années.

Durant la période sous revue, le Conseil des ministres du Nil oriental (ENCOM) a tenu deux sessions; les 26^{ème} et 27^{ème} respectivement et au cours desquelles, des décisions importantes ont été prises: L'admission de la République du Soudan du Sud au sein de ENSAP en tant que membre à part entière. Le Soudan a réintégré ENSAP et l'IBN en général; le Plan stratégique de ENTRO de 2014 à 2019 a été approuvé en même temps que le budget de 2015; le règlement intérieur de ENCOM/ENSAP a été adopté; trois pays à savoir: Éthiopie, Soudan du Sud, et le Soudan se sont engagés à couvrir les coûts minimums de fonctionnement grâce aux contributions statutaires et ont accepté de pendre en charge des paiements additionnels des pays défaillants et de reléguer au

statut d'observateur tout pays arriérés de contributions pendant deux années consécutives.

D'autres décisions importantes concernaient l'approbation de la nomination d'un nouveau Directeur exécutif d'ENTRO, en la personne de M. Fekahmed Negash d'Éthiopie, du Coordonnateur régional principal de projet et du Chef des finances et de l'administration.

ENTRO a poursuivi la mise en œuvre des programmes dans les délais, des projets sous financement du NCORE. Il s'agit de celui portant sur l'Analyse des opportunités d'investissement multisectoriel (MSIOA); la gestion des connaissances et les programmes de stage; la sécurité des barrages, la gestion du bassin hydrologique; le développement social et le développement de la communication. Les études relatives au projet polyvalent de développement des ressources hydrographiques de Baro- akobo-sobat sont actuellement en cours.

En termes de perspectives d'avenir et à la lumière des dernières avancées, ENTRO se prépare à aborder le prochain exercice budgétaire (2014-2015) avec optimisme et un engagement renouvelé

Dr. Yosif Ibrahim

MESSAGE DU COORDONATEUR REGIONAL DE NELSAP-CU



Comme il est de coutume chaque année, il m'échoit le plaisir de faire état des progrès accomplis dans l'identification, la préparation et le suivi de la mise en œuvre des activités, ainsi que dans le cadre de la mobilisation des ressources pour l'exécution du programme NELSAP au titre de ses deux composantes, à savoir : «développement hydroélectrique et promotion du commerce» d'une part, et « développement et gestion des ressources hydrographiques».

En ce qui concerne la composante 'développement hydroélectrique et promotion du commerce', la phase de mise en œuvre du projet hydroélectrique sur les chutes régionales de Rusumo est censée démarrer au début de 2015. Le projet est financé sur un prêt de la Banque mondiale, à hauteur de 340 millions \$EU pour la construction de la centrale électrique et un concours de 129 millions \$EU de la Banque africaine de développement pour la construction des lignes de transmission. Le montage du projet est déjà en place, y compris pour la régie électrique de Rusumo. Une fois achevé, ce projet va générer 80 MW à utiliser équitablement par les pays bénéficiaires dont le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie.

La mise en œuvre du 'Projet NEL d'Interconnexion' de cinq pays progresse relativement bien. La mise en service du projet est prévue pour le premier trimestre de 2015 pour le cas du Kenya et de l'Ouganda; le second trimestre pour la RD Congo (Gisenyi-Goma) et le Rwanda. La mise en service au Burundi et en RD Congo, qui suppose de nouvelles études de faisabilité pour une puissance de 220 KV par rapport à la puissance initialement anticipée de 70KV à 110KV, interviendra en 2016 tandis que le projet d'interconnexion Rwanda-Burundi sera exécuté en 2017. D'autres réalisations concernent le projet d'expansion hydroélectrique et le plan d'intégration régionale pour le Soudan du Sud dans le réseau électrique régional, ainsi

que l'étude relative à l'interconnexion énergétique de Tanzanie (Mbeya) - Zambie(Kasama) pour relier le Pool énergétique de l'IBN d'Afrique de l'Est (EAPP) au Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP), renforçant ainsi la capacité énergétique de la région.

Dans le cadre du sous-programme de gestion et du développement des ressources hydrographiques, les progrès accomplis se réfèrent à: contrats de fourniture en amont pour les infrastructures hydrographiques au titre de six projets² à financer dans le cadre du CIWA, préparation des plans de gestion des sous-bassins de Mara, Kagera et Sio Malaba Malakisi et achèvement des cadres institutionnels pour les projets de gestion du bassin fluvial. Ces activités s'ajoutent aux efforts de mobilisation des ressources pour les projets Nyimur et LEAF, pour la génération des produits de connaissance et l'élaboration d'outils de planification des ressources hydrographiques, renforcement des capacités du personnel national ainsi que finalisation des efforts de mise en place des réseaux hydrométriques dans les sous-bassins de la Kagera, Mara, Sio -Malaba-Malakisi et les zones de projet de Bugesera.

La dissémination des résultats au titre des réalisations du NELSAP a été entreprise au Burundi, en RD Congo, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda durant la période d'août à décembre 2013, avec pour objectif, la sensibilisation autour du programme NELSAP.

Le NELSAP reconnaît le soutien considérable accordé par les Etats membres, les partenaires au développement et toutes les parties prenantes pour la réalisation des initiatives sus-mentionnées et s'efforce de mobiliser des ressources en vue de l'exécution complète de son plan stratégique 2012-2016.

Antoine Sendama Mulashi

PROGRAMME DE COOPERATION DU BASSIN

Promotion du dialogue et de la compréhension commune des défis et opportunités du bassin du Nil au sein des gouvernements et citoyens riverains

L'objectif du programme de coopération du Bassin vise à faciliter et à appuyer et à promouvoir la coopération entre les pays du Bassin du Nil.

Les activités menées au cours de l'année visaient à promouvoir le programme de coopération ainsi qu'à renforcer la plateforme de dialogue grâce à une plus grande implication des parties prenantes, une meilleure communication, ainsi qu'une visibilité plus accrue de l'IBN au niveau national.

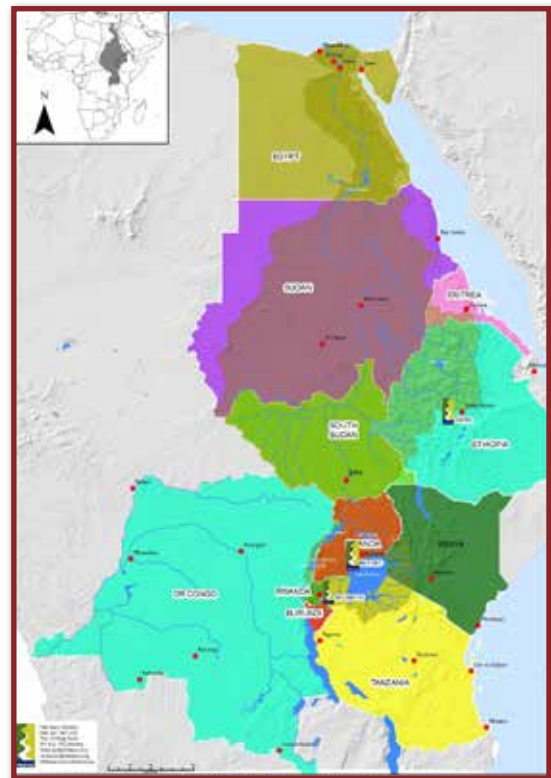
Réunions des instances de gouvernance

Les réunions des instances de gouvernance fixent des objectifs et donnent des orientations stratégiques à l'IBN en vue de l'aider à mieux exercer son mandat, améliorer son efficacité et efficacité opérationnelles. Toutes les réunions se sont tenues selon le calendrier prévu avec la participation de tous les États membres sauf l'Égypte.

Lors de la 22^{ème} session annuelle du Conseil des ministres du Nil (Nile-COM) tenue à Khartoum, la République du Soudan a assumé la présidence de l'IBN, succédant ainsi à la République du Sud du Soudan. Lors de cette session, des orientations stratégiques ont été données sur les questions clés affectant la coopération au sein du Nil et les processus de l'IBN.

"L'avenir de nos pays est intimement lié à l'utilisation durable de nos précieuses ressources communes pour le bien de nos populations. Ceci dépendra en retour, de l'existence d'une coopération véritable, d'un cadre juridique consensuel et d'arrangements institutionnel et opérationnel susceptibles de réguler l'utilisation équitable et raisonnable des ressources."
Hon. Jemma Nunu Kumba, ministre du Soudan du Sud, en charge de l'Eau.

PAYS DU BASSIN DU NIL ET CENTRES DE L'IBN



Décisions et recommandations clés issues de la 22ème session du Nile-COM



Membres du Nile-COM lors d'une conférence de presse à la fin des travaux de Nile-COM

Le Nile-COM (Conseil des ministres du Nil) a réaffirmé son appropriation des institutions de l'IBN et a pris l'engagement d'honorer ses obligations financières de manière diligente. Les membres ont réitéré l'engagement de leur pays à la coopération au sein du Bassin du Nil comme seul moyen permettant une gestion durable des ressources hydrographiques Bassin avec l'avènement des risques et défis communs inhérents au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

Les ministres ont exhorté également l'Egypte à dégeler sa participation aux activités de l'IBN.

Les politiques, stratégies et plans opérationnels de l'IBN, ainsi que les budgets ont été approuvés et le 7ème Directeur Exécutif du Secrétariat de l'IBN les a validés.

Pour accéder aux discours des ministres, prière de cliquer sur le lien suivant:

<http://www.nilebasin.org/index.php/media-center/speeches>

Décisions et recommandations clés issues des 26ème et 27ème sessions de l'ENCOM

ENCOM (Conseil des ministres du Nil Oriental) a admis le Soudan du Sud comme membre de l'ENSAP, marquant ainsi une phase où non seulement la coopération au sein du Nil oriental connaît une expansion, mais se renforce également. L'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan se sont engagés à couvrir les coûts opérationnels minimums de ENTRO à travers les contributions des pays et ont accepté d'endosser les paiements additionnels de tout pays défaillant.

La réunion a approuvé et adopté le règlement intérieur de ENCOM-ENSAPT; le plan stratégique de ENTRO au titre de la période 2014 à 2019 le budget de 2014/2015 et sa validation par le Directeur Exécutif de ENTRO.



Membres de ENCOM: De gauche à droite: Hon Alemayehu Tegenu d'Éthiopie, Hon. Mutaz Musa du Soudan et Hon. Jemma Nunu Kumba du Soudan du Sud

Dialogue annuel entre les instances de gouvernance de l'IBN et les partenaires au développement

Ce Dialogue a eu lieu en Octobre 2013, à Kigali au Rwanda. Les Etats membres ont réitéré leur engagement et leur adhésion au processus de coopération au sein du bassin du Nil ainsi qu'à la pérennisation des institutions de l'IBN, tandis que les partenaires au développement se sont engagés à coopérer avec l'IBN afin de promouvoir les mécanismes institutionnels et financiers nécessaires au renforcement du processus de coopération au sein du Nil.



Les instances de gouvernance de l'IBN et les partenaires au développement qui ont participé au Dialogue

Relation avec les États membres



Les Secrétaires Généraux en photo à l'hôtel Blue Nile en Éthiopie.

L'IBN exhorte les Etats membres à renforcer leur engagement et leur adhésion, accroître la visibilité au niveau national et assurer la pérennité de la coopération au sein du Nil. De nombreuses activités ont été menées avec succès à ce cadre précis.

- L'équipe de direction a effectué des missions

au Burundi et en RD Congo pour faire rapport aux membres du Nile-COM et les autorités gouvernementales sur l'état de la coopération du Nil et pour aussi confirmer leur engagement à la pérennisation de l'IBN.

- Une formation sur mesure a été dispensée en vue d'améliorer la fonctionnalité du Bureau national de l'IBN tandis que ce dernier a organisé des plateformes dans le but d'accroître la sensibilisation des parties prenantes à l'échelle nationale.
- Des voyages d'études ont été organisés dans la région du Nil oriental pour permettre des échanges d'expériences à l'intention des Secrétaires généraux des ministres de l'EAU et des experts en charge de la gestion des bassins hydrologiques venus du Soudan respectivement. Ces échanges ont permis aux participants d'apprécier les avantages de la coopération à ce jour, comprendre les retombées potentielles d'une coopération future ainsi que la pertinence de l'IBN en tant que plateforme de dialogue pour les pays riverains. Les participants ont également apprécié la gestion participative des bassins hydrologiques dans le cadre du développement des interventions pour la gestion intégrée des bassins.

Communication des résultats, plus grande implication des parties prenantes

Une série d'activités de communication et d'implication des parties prenantes a été mise en œuvre, dans le but de le tenir bien informés, activement impliqués et engagés à la coopération au sein du Nil.

Des produits de communication diversifiés ont été développés, afin de répondre aux besoins d'information des différentes parties prenantes. On compte au nombre de ces produits jugés les plus importants: les cas de réussite, les études de cas, et les affiches.

Le site a été remanié, afin de le rendre plus attractif, polyvalent, dynamique et convivial. Il a été amélioré avec de nouvelles caractéristiques pour lui permettre d'accueillir des données plus variées et ses plates-formes de médias sociaux ont été activées. Le site offre aux visiteurs un portail d'accès aux activités, aux ressources, aux informations, aux événements et aux publications de l'IBN. Le site reloué a depuis, enregistré une augmentation du nombre de visiteurs / utilisateurs.



Pour accéder aux versions électroniques de tous les produits de communication, prière consulter le lien suivant :

<http://bassindunil.org/>



4^{ème} Forum pour le développement du Bassin du Nil (FDBN)

Se connecter via les médias sociaux

Le thème du Forum est le suivant : 'Soutien de la coopération transfrontalière dans un bassin du Nil complexe: Opportunités, défis et perspectives'.

Il faut entrer en contact avec le Forum dès à présent via les plateformes des médias sociaux de l'IBN! Partagez vos pensées, vos idées, et publiez des photos du Forum en utilisant le hashtag officiel #CoopérationduNil pour élargir les discussions avec les autres participants numériques.



De gauche à droite: M. Antoine Sendama Mulashi, coordonnateur régional du NELSAP-CU, Hon. Professeur. Jumanne A. Maghembe Ministre Tanzanien de l'Eau et de l'Energie, George Lugomera, Président de NELTAC pendant la campagne nationale de diffusion des résultats en Tanzanie

Au rang des efforts supplémentaires visant à communiquer les résultats de l'IBN, on peut citer des ateliers nationaux de vulgarisation visant à faire valoir les résultats des programmes et projets mis en œuvre dans la région des lacs équatoriaux du Nil. L'exercice a fortement contribué au renforcement de la prise de conscience des participants des résultats acquis ainsi qu'à la consolidation de la connaissance et de la compréhension des opportunités qui s'offrent au NELSAP dans le cadre du développement régional des ressources en eau. Au moins 300 parties prenantes étaient impliquées dans cet exercice. Au moins 300 parties prenantes ont été touchées au cours de l'exercice.

Messages clés au sortir des ateliers de vulgarisation: i) Une plus large inclusion multisectorielle des parties prenantes, à travers l'éveil de la conscience au sein des communautés et du secteur privé, et à travers la mise sur pied de projets de petite échelle qui produisent rapidement des dividendes ii) faire passer les programmes et les projets des phases de pré-faisabilité et de faisabilité, à la phase de mise en œuvre et, iii) développer les mécanismes de renforcement de la conscience publique.

Exposés phares:

Exposé phare 1: Coopération au sein du Nil: Opportunités et Défis et

Exposé phare 2: Coopération au sein du Nil: Leçons pour le monde et leçons du monde pour le Bassin du Nil.

Les exposés permettent de répondre à des questions clés, analysent des opportunités et des défis de la coopération au sein du Nil ainsi que les enseignements tirés de cette coopération pour le reste du monde et les leçons du monde pour la coopération au sein du Bassin du Nil.

Événements pour la participation des parties prenantes



Hon. Mutaz Musa, Ministre en charge des Affaires de l'Eau du Soudan et d'autres célébrités lors de la fête de la Journée du Nil ont défilé dans la ville de Kampala.

Les activités commémoratives de la Journée du Nil au titre de 2014, ont mobilisé les parties prenantes pour célébrer la création de l'IBN le 22 février 1999, et s'est déroulée avec succès à Kampala. Les participants ont réfléchi sur le message clé mettant l'accent sur l'intégration énergétique régionale comme solution aux défis énergétiques nationaux dans les pays du bassin du Nil.

Outre les festivités régionales organisées en Ouganda, d'autres activités nationales ont eu lieu dans six États membres, à savoir: la RD Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, Le Soudan et la Tanzanie.

4^{ème} Forum pour le Développement du Bassin du Nil

6 - 7 Octobre, 2014: Hôtel Intercontinental de Nairobi

Thème: Promotion d'une coopération transfrontalière durable
dans un bassin fluvial complexe
Défis | Leçons | Perspectives

Connect via
Social Media

>> facebook



Likez-nous sur
facebook

/Initiative Bassin du Nil

>> twitter



Suivez-nous sur
twitter

@ibnweb

Contribuer à la discussion. Hashtag
officiel: **#CooperationduNil**



Burundi



DR Congo



Égypte



Éthiopie



Kenya



Rwanda



Sud Soudan



Nord Soudan



Tanzanie



Ouganda

Un fleuve, Un peuple, Une vision



L'objectif du Programme de gestion des ressources en eau (WRM) est d'évaluer, de gérer et de protéger la base des ressources en eau du Bassin du Nil à travers l'application des principes de gestion intégrée des ressources en eau fondés sur la connaissance, le développement, la planification et la gestion des dites ressources.

DOMAINES PRIORITAIRES ACTUELS DU PROGRAMME DE GRE

- **Le renforcement des capacités analytiques**, centré sur le développement et le maintien des capacités analytiques de planification et de gestion des ressources en eau.
- **L'analyse technique pour servir de base au dialogue entre les riverains** se concentre sur la réalisation d'analyses à l'aide d'outils, de données et de connaissances analytiques de l'IBN pour faire face aux questions spécifiques liées à la gestion des ressources en eau.
- **La gestion des connaissances** met l'accent sur la génération et la diffusion des produits de la connaissance en direction de groupes de parties prenantes variées.
- **Le suivi du Bassin fluvial** se concentre sur l'amélioration du suivi de l'état des eaux et des ressources connexes du Bassin du Nil à l'aide de la télédétection en vue de la surveillance du Bassin ainsi que du renforcement de la surveillance au sol.
- **Les Politiques transfrontalières** se concentrent sur le développement des politiques, des stratégies et des lignes directrices, en vue du développement durable des ressources en eau.

Renforcement des capacités analytiques



Les membres de la communauté des utilisateurs du NB-DSS lors de son lancement

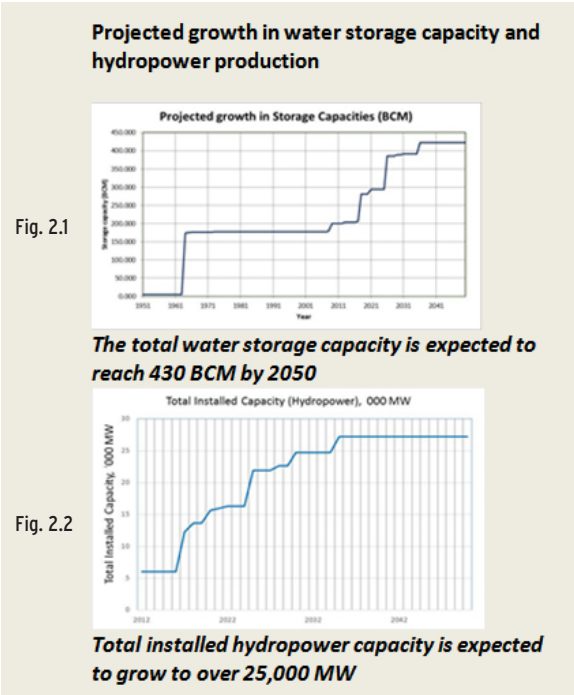
Les capacités des États membres à utiliser des produits techniques élaborés par l'IBN ont été renforcées grâce à une formation sur mesure. Plus de 100 personnes (20% de femmes) ont bénéficié d'une formation sur l'application du système d'appui à la décision du Bassin du Nil (NB-DSS) menée aux niveaux national et régional. Le développement des modules de formation à l'auto-apprentissage (apprentissage électronique), en vue d'atteindre plus d'utilisateurs NB-DSS de façon rentable, est en cours.

Un service d'assistance DSS, lancé en juin 2013, sert de plate-forme à laquelle accèdent les utilisateurs DSS sur l'ensemble du Bassin et enregistrent leur demande de soutien technique. L'on compte actuellement 145 utilisateurs enregistrés au service d'assistance DSS. Depuis son lancement, plus de 70 demandes d'assistance technique ont été faites et toutes ont reçu des réponses. Associé à ce qui précède, on a la communauté d'utilisateurs NB-DSS lancée au cours du premier trimestre de 2014.

Analyse technique comme base du dialogue au sein du Bassin

Les analyses techniques se focalisent essentiellement sur les questions prioritaires de ressources en eau identifiées au cours de l'atelier de consultation de haut niveau tenu en mars 2013. A cet égard, des plans nationaux de développement des ressources en eau ont été consultés, des données pertinentes relatives aux infrastructures hydrauliques ont été compilées, et le modèle existant du DSS du Bassin du Nil a été élargi. Ce modèle rassemble tous les barrages existants et mieux planifiées, les centrales hydroélectriques et les systèmes d'irrigation avec un horizon de planification à 2050. Les figures 2.1 et 2.2 indiquent la capacité projetée de croissance globale de stockage d'eau, et la capacité hydroélectrique installée.

Les analyses ont exploré des scénarios montrant la façon dont les croissances envisagées permettront d'améliorer l'adaptation au changement climatique dans le bassin, influenceront le régime hydrologique, et montrant quelles options politiques seraient nécessaires pour améliorer les options de développement gagnant-gagnant. Les résultats ont été communiqués à la direction de l'IBN et serviront de base au dialogue futur.

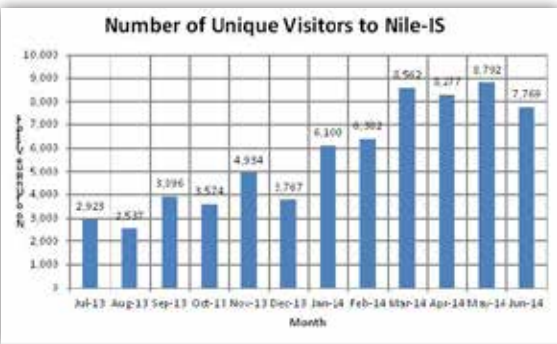


Gestion des connaissances

Portails de connaissances

Les produits des connaissances générés par l'IBN sont diffusés à travers un certain nombre de portails de connaissances, dont le système en ligne Nil-IS (Système d'information du Nil), la bibliothèque et la connaissance du portail ENTRO.

Le Nil-IS est devenu une source d'information clé sur le Nil pour de nombreuses parties prenantes, au rang desquelles les chercheurs provenant de différentes parties du monde. Au cours de la période de référence, le taux d'accès à Nil-IS a connu une croissance soutenue.



La bibliothèque de Nil-SEC a également continué de fournir un accès à la littérature scientifique aux professeurs et aux étudiants des universités des pays de l'IBN, ainsi qu'au personnel de l'IBN. Plus de 300 demandes d'articles scientifiques et d'essais critiques rédigés par des pairs ont été traités par la bibliothèque au cours de la période de référence.

Produits de connaissances

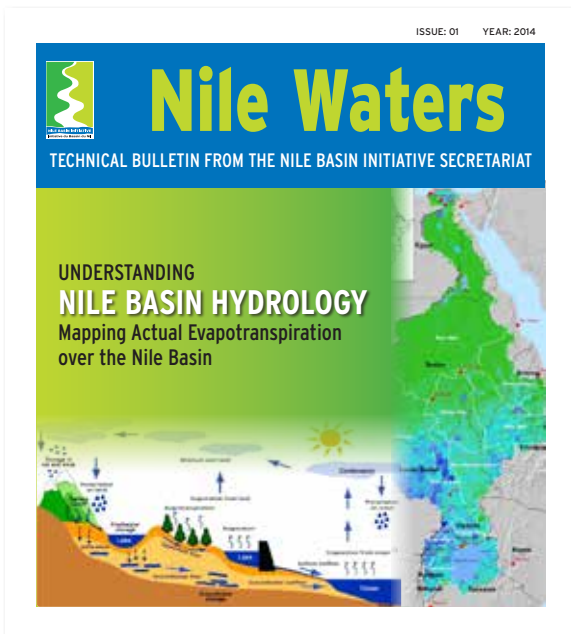
IBN a généré une gamme de produits de connaissances. Ceux-ci comprennent le Bulletin technique inaugural, «les eaux du Nil» qui présente des résultats sur les volumes estimés de l'évaporation et l'évapotranspiration (ET) du Bassin; les bibliographies annotées des Projets respectifs de Gestion du Bassin hydrographique du Nil oriental (ENWM) et de Modèle de planification des projets du Nil oriental (ENPM); le Système d'information de gestion de l'irrigation du Nil oriental; les Méthodes et outils d'évaluation de la dégradation spatiale des bassins et les méta données pour les ressources sur la base de données géo localisées. On compte également les produits de la connaissance spatiale améliorés; les Méta données pour les ensembles de données collectées et compilées dans le cadre du Projet de gestion des bassins versants du Nil Oriental (ENWM) et d'autres données dans la base de données géo localisées centrale; ainsi que la base de données géographiques centrale mise à jour.

Pour les données Evaporation/ Transpiration (ET) prière de consulter le site suivant :

<http://nileis.bassindunil.org/contenu/hydrologie>

Pour une analyse détaillée, se référer au tableau technique en consultant le lien suivant :

<http://bassindunil.org/>



Suivi du bassin fluvial

Le suivi du bassin fluvial (RBM) est fondamental pour une planification judicieuse, une gestion efficace des ressources en eau, un développement socio-économique et une pérennisation environnementale, une coopération renforcée, ainsi qu'une meilleure capacité collective à aménager les bénéfices afférents.

Le modèle du système régional Hydromet de suivi du Bassin du Nil a été inauguré en mai 2014. Le système est conçu pour combler les lacunes graves dans les données nécessaires à la gestion et au développement coopératif des ressources en eau.

Au niveau des sous-bassins, des réseaux hydrométriques ont été établis jusqu'ici dans les sous-bassins de la Kagera, Mara, Bugesera et dans les zones de projet Sio-Malaba-Malakisi. Par exemple, un total de 58 stations pluviométriques standard, six stations météorologiques automatiques, 12 stations de jaugeage du niveau des eaux en vue de fournir des données pour la planification des ressources en eau, ont été installées dans le sous-bassin de Sio-Malaba-Malakisi.

Le but est de renforcer les capacités institutionnelles des pays en matière de collecte hydromet de données, l'analyse, le suivi et la maintenance à travers la mise en place de réseaux hydrométriques dans les zones de projet respectifs.

“Le Conseil des Ministres du Bassin du Nil attache une grande importance à l'amélioration du suivi du bassin fluvial dans le Bassin du Nil, considérant que malgré le potentiel de développement présenté par l'existence de diverses ressources naturelles précieuses dans le Bassin, la région est confrontée à de nombreux défis qui la placent parmi les régions les plus pauvres du monde”

Hon. Kebede Gerba Ministre d'Etat de l'Ethiopie de l'Eau et de l'Energie lors de l'ouverture officielle de l'atelier sur l'Hydrométéorologie (HYDROMET).

Les enjeux socio-économiques identifiés dans la conception du système régional de suivi HYDROMET

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Planification et gestion améliorées des ressources en eau 2. Gestion des inondations 3. Gestion agricole pluviale 4. Gestion agricole irriguée 5. Gestion des sécheresses 6. Erosion des sols et transport des sédiments 7. Qualité de l'eau de surface | <ol style="list-style-type: none"> 8. Gestion des eaux souterraines 9. Hydroélectricité 10. Navigation 11. Pêches 12. Gestion des bassins 13. Gestion des zones humides 14. Changements climatiques |
|--|--|

Politique transfrontalière

L'opérationnalisation des politiques environnementale et sociale (PES) de l'IBN a été initiée avec les préparatifs en cours pour élaborer des documents d'orientation sur les flux environnementaux, les plans d'action de réinstallation et pour mener d'autres activités de renforcement des capacités (formations, tables rondes sur les politiques).

Renforcement des capacités à travers un programme de stages

Ce programme donne l'occasion aux jeunes professionnels de travailler dans une institution régionale, en leur permettant ainsi de développer une perspective régionale de leur emploi. Il expose également les personnes impliquées à de nouveaux outils, techniques et méthodes, et offre la possibilité d'interagir avec d'autres employés, consultants et stagiaires régionaux et internationaux. Ce programme contribue également à favoriser une meilleure coopération en matière de développement et de gestion des ressources en eau.

Dans le Nil oriental (NO) en particulier, le programme de stage a exécuté avec succès les tâches suivantes: Mise à jour de la base de données géo localisées de l'Atlas du NO et création de l'Atlas du NO; Développement d'un système Web de gestion de l'information; Mise à jour de certaines fiches d'informations en fonction des progrès des différents projets d'investissement de ENSAP; et téléchargement des rapports de projets antérieurs de ENTRO sur le portail web. Les stagiaires ont également amélioré et révisé respectivement la sécurité des barrages et la gestion des boîtes à outils des bassins; mis au point un guide de terrain de gestion des bassins pour les techniciens de conservation des sols et de l'eau dans le Nil oriental, et un modèle agricole pour le Soudan.

Le Nil-SEC a également enregistré un total de sept stagiaires dans le domaine de la communication, la bibliothéconomie et les sciences de l'information, et l'utilisation du système d'appui des décisions sur le Bassin du Nil.

Facilitation des investissements avantageux et nécessaires de portée régionale, visant l'amélioration des conditions de vie des millions de citoyens du bassin du Nil.

L'objectif de ce programme est d'identifier et de préparer des projets et programmes transfrontaliers de développement de l'eau, ainsi que de faciliter la mobilisation des ressources en vue de leur mise en œuvre.

Dans le cadre de sa plate-forme unique fournie par ENTRO et NELSAP-CU, l'IBN a poursuivi la préparation de projets régionaux économiquement viables, conformes aux normes environnementales et socialement acceptables. Les projets figurent dans trois domaines prioritaires à savoir: L'énergie; la gestion et le développement du Bassin du Nil ainsi que l'agriculture et le commerce régional.

«Je suis heureux de constater que, dans le cadre de la coopération en cours sur le Nil, les principaux projets régionaux en matière d'infrastructures hydrauliques sont prévus à travers le bassin, tels que les grands réservoirs polyvalents pour la production d'énergie hydroélectrique et l'irrigation.

S.E. Edward Ssekandi, Vice Président de la République de l'Ouganda s'exprimant en tant qu'Invité d'Honneur au cours des célébrations marquant la fête régionale du Nil 2014, lesquelles se sont déroulées en Ouganda.



Énergie

La fourniture en énergie / électricité dans les pays du Bassin du Nil (à l'exception de l'Égypte) est insuffisante, coûteuse et peu fiable. Le bassin du Nil reste la seule région sur le continent africain sans un réseau électrique régional fonctionnel.

L'IBN se concentre de plus en plus sur la transformation du secteur de l'énergie de la région, fournissant un mécanisme pour la préparation d'une série de projets d'énergie d'envergure régionale visant à remédier au déficit énergétique.

Des progrès significatifs ont été accomplis dans

la mise en œuvre du projet hydroélectrique sur les chutes régionales de Rusumo. Œuvrant en collaboration avec les pays bénéficiaires (Burundi, Rwanda et Tanzanie), le NELSAP-CU a mobilisé 340 millions \$EU auprès de la Banque mondiale pour la construction d'une station de production électrique, et il a reçu de la Banque africaine de développement et d'autres partenaires au développement un concours à hauteur de 129 millions \$EU pour la construction des lignes de transmission. Un fonds spécialisé (SPV) pour soutenir la mise en œuvre du projet a été mis en place et la Rusumo Company Power (la compagnie d'électricité) ainsi qu'un contrat d'ingénierie du maître d'ouvrage sont disponibles.

Projet Hydroélectrique Régional des Chutes de Rusumo - Fiche technique

1. Électricité: 80 méga watts d'énergie renouvelable, propre, relativement bon marché
2. Pays bénéficiaires - Burundi, Rwanda et Tanzanie
3. Énergie supplémentaire par pays: 26,6 méga watts.
4. Nombre total estimé de bénéficiaires: 1. 146.000
5. Augmentation estimée des taux d'accès à l'électricité: 5,4% (520 000) au Burundi; 4% (467 000) au Rwanda; 0,34% (159 000) en Tanzanie.
6. Conception du barrage: Exécution du schéma de développement du fleuve à 1320 mètres au-dessus du niveau moyen de la mer
7. Début - Fin (Construction): 2015 - 2018



Rusumo: vue aérienne en 3D

Faire progresser l'interconnexion électrique



En plus du projet régional de transmission d'interconnexion conjointement mis en œuvre par le Burundi, la RD Congo, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, la préparation d'autres interconnecteurs également importants a été achevée au début de cette année. Il s'agit de la ligne de transmission Kenya-Tanzanie qui part de Nairobi (sous-station de Isinya) au Kenya pour la sous-station de Singida en Tanzanie, en passant par Arusha, longue de 510 km avec une puissance de 400 kV; la ligne de transmission longue de 352 km avec une puissance de 400 kV, partant de Iringa à Mbeya

en Tanzanie et celle de 352 km pour 220 kV Ouganda (Nkenda) -RD Congo (Beni) ligne de haute tension.

L'interconnexion Kenya-Tanzanie ajoutera 510 km au réseau déjà existant. La mise en service de la ligne d'interconnexion de 400 kV est prévue en 2015. 18.000 habitants des villages situés le long de la ligne de transmission bénéficieront de l'électrification rurale. Les autres bénéficiaires sont de petites entreprises, des écoles et des centres de santé.



Ligne de transmission Iringa-Mbeya en Tanzanie.

L'interconnexion Iringa-Mbeya en Tanzanie permettra le renforcement du réseau électrique et l'extension du système de 400 KV jusqu'à Mbeya et plus tard, à Kasama (à la frontière entre la Tanzanie et la Zambie). Le projet profitera aux 72.000 habitants des villages situés le long de la ligne de transmission grâce à l'électrification des zones rurales. Cette ligne de transmission fera également partie de la principale interconnexion Kenya-Tanzanie-Zambie qui permettra de relier le réseau du pool énergétique de l'Afrique de l'Est/IBN (EAPP) au pool énergétique de l'Afrique australe (SAPP).

Etude portant sur l'interconnexion entre l'Ouganda (Nkenda) et la RDC (Beni) laquelle permettra d'installer une ligne de haute tension dans le nord-est de la RD Congo. Ce projet profitera à 100.000 habitants à Beni, 366.000 à Bunia et 218.000 à Butembo.

D'autre part, une étude de neuf mois lancée en juin 2014 et visant le développement d'éléments hydroélectriques ainsi que le plan de développement et d'intégration énergétique du Soudan du Sud est en cours d'élaboration. L'objectif visé par ledit plan est l'intégration du potentiel hydroélectrique du Soudan du Sud dans le réseau énergétique régional. Cet effort permettra également d'évaluer la viabilité de deux inter-connecteurs, notamment: Éthiopie-Soudan du Sud et Ouganda (Karuma)-Soudan du Sud (Juba).

Sécurité des barrages

Les activités liées à la sécurité des barrages sont menées en particulier dans le Nil oriental, avec un accent à la fois, sur les petits et les grands barrages. Parmi ces activités, nous pouvons citer une évaluation des pratiques de sécurité des barrages au niveau régional, le renforcement des capacités au niveau national et la formation en milieu de travail, des personnes impliquées dans la gestion de la sécurité des barrages.

D'autres activités portent notamment sur l'élaboration de lignes directrices relatives à la sécurité des barrages dans La région du Nil oriental ainsi que d'une feuille de route sur la sécurité sur les barrages à l'échelle régionale.

La formation sur les principes de gestion de la sécurité des barrages, les questions sociales et environnementales ainsi que les méthodes d'analyse des modes de défaillances possibles (PFMA) ont permis de regrouper 54 participants dont des autorités gouvernementales, des opérateurs de barrage, des régulateurs, des institutions universitaires/de recherche, la Banque mondiale, des consultants, mais aussi le personnel et les stagiaires de ENTRO.



Un stage pratique-Barrage de Koga en Éthiopie,

Gestion et développement du bassin fluvial



La gestion conjointe du Bassin fluvial au sein du Bassin du Nil est d'une importance capitale car elle permet d'entretenir les ressources hydrographiques dudit bassin en vue du développement.

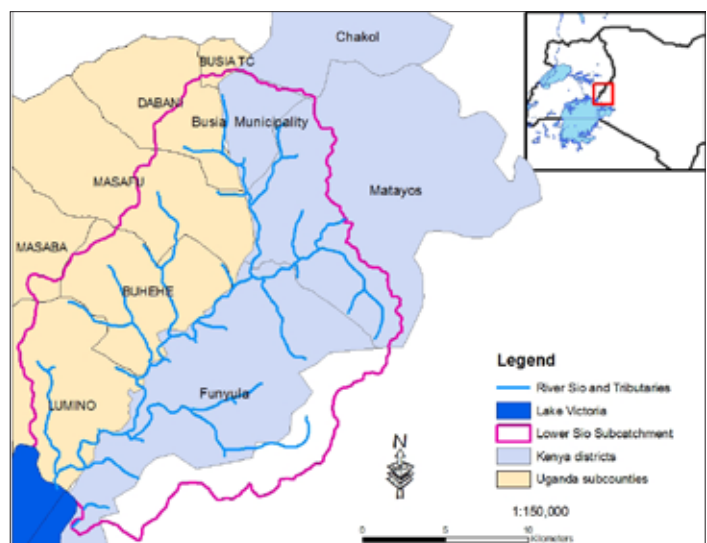
Les trois projets de gestion du bassin fluvial ont également permis d'élaborer des plans de gestion de sous-bassins versants. Tous ces projets contribueront à augmenter la résilience et la productivité de l'écosystème, l'adaptation au changement climatique, la réduction de l'érosion des sols et de la sédimentation dans les eaux de ruissellement ainsi que l'amélioration de la productivité agricole et des moyens de subsistance.

Le projet de gestion du bassin fluvial de Sio-Malaba-Malakisi a élaboré des plans de gestion de sous-bassins versants pour Lwakhakha, Lower Sio et Middle Malaba.

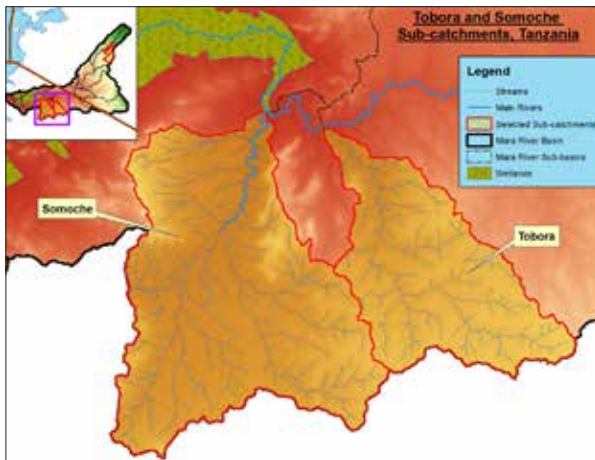
Le projet de gestion du bassin fluvial de Mara a préparé quatre plans de gestion de sous-bassins versants pour Ise et Engare Engito au Kenya, Somoche et Tobra en Tanzanie.

Le projet de gestion du bassin fluvial de la Kagera a préparé quatre plans de gestion de sous-bassins versants pour les sous-bassins de Giswi au Rwanda, de Maziba en Ouganda, et de Mwisa qui font partie du principal bassin de la Kagera en Tanzanie.

Le NELSAP-CU a obtenu 10 millions \$EU du Fonds spécial de coopération sur les eaux internationales (CIWA) du groupe de la Banque mondiale, pour les trois projets de gestion des bassins fluviaux de Sio-Malaba-Malakisi (Kenya et Ouganda); Mara (Kenya et Tanzanie) et la Kagera (Burundi, Rwanda, Tanzanie et Ouganda). Ces fonds servent à la mise en œuvre des activités liées à la gestion intégrée du bassin hydrographique ainsi qu'à l'amélioration des infrastructures d'irrigation de Nyabanja et Kabuyanda en Ouganda, Sio-Sango au Kenya, Ruvyironza au Burundi, enfin à Ngono et la vallée de Mara en Tanzanie. Une fois mise en œuvre, cette première phase d'investissement permettra le renforcement de la sécurité alimentaire et des ressources hydrauliques, ainsi que l'amélioration de la coopération transfrontalière.



Carte du sous-bassin pour Sio



Dans le sous-bassin du Nil oriental, ENTRO a poursuivi ses efforts d'amélioration de son système de prévision des inondations au niveau régional. Une section du contenu web destiné au programme de suivi des saisons des inondations dans le Bassin du Nil oriental a été créée avec pour objectif global, de mettre sur pied un forum sur les inondations basé sur le web pour le Nil oriental, où des parties prenantes des pays de la région du Nil oriental discuteraient et échangeraient sur des problèmes relatifs aux inondations dans le sous-bassin.

Un bulletin sur les prévisions des inondations concernant les plaines inondées de Gambella était publié chaque semaine à l'intention de divers utilisateurs à différents niveaux, via des e-mails et le portail Web de ENTRO. Le modèle de prévision du lac Tana tout comme le FEWS du Soudan, ont été opérationnalisés.

En plus de ce qui précède, il y a le Forum régional sur les inondations qui s'est tenu au Soudan lors du dernier trimestre de 2013, en vue d'évaluer et d'analyser les causes des inondations survenues cette année-là et dont l'impact avait été très sévère au Soudan. Il a permis des échanges sur les améliorations éventuelles de la capacité de prévision des inondations, et fait des recommandations sur des activités portant sur des interventions d'urgence en cas d'inondation.

Dans le même temps, un système de prévisions hydrologiques pour l'ensemble du sous-bassin de Baro-Akobo-Sobat a été initié avec pour objectif, d'intégrer les communautés menacées par les inondations dans le sous-bassin Sobat au Soudan du Sud, au Programme de suivi des saisons d'inondations dans le bassin du Nil oriental.

La préparation et la conception des projets d'investissement pour quatre bassins hydrographiques en Éthiopie et au Soudan, notamment Chemoga, Fincha, Upper Atbara et Tulkuk sont en cours, avec la collaboration des autorités locale et nationale et le soutien de ENTRO.

Ces projets permettront d'améliorer les moyens de subsistance des communautés ciblées, le rendement des sols, de protéger l'environnement et de réduire le transport des sédiments dans le système hydrographique.





Usine de filetage de poisson. La préservation de l'environnement est capitale pour cette industrie.

“Je tiens à souligner la nécessité d'intégrer des projets de l'IBN dans nos cycles de programmation au niveau national. Dans la même perspective, mon pays a accepté délibérément les projets de l'IBN à mettre en œuvre dans le cadre des plans nationaux. Nous souhaitons poursuivre la collaboration avec nos partenaire au développement pour la mobiliser des ressources en vue de la mise en œuvre desdits projets”

Hon. Prof. Judi Wakhungu, ministre de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources naturelles, dans allocution lors la 22ème Session du Conseil des ministres du Bassin du Nil (Nile-COM).

Agriculture

L'IBN offre une plateforme pour une approche régionale au développement de l'agriculture et du commerce. L'approche régionale constitue le meilleur moyen de générer des revenus, d'assurer une sécurité alimentaire adéquate et de mobiliser les actifs nécessaires pour faire face aux catastrophes à l'instar de la sécheresse et des inondations.

La mise en œuvre de la deuxième phase du Projet de développement intégré de la pêche et des ressources en eau des Lacs Edouard et Albert (LEAF II) devraient débuter en janvier 2015. Les pays participant audit projet, notamment la RD Congo et l'Ouganda, ont accepté de

cofinancer le projet à hauteur de 2 millions UA chacun, ce qui a déclenché en retour un financement de contrepartie de la BAD/FEM à hauteur de 16 millions UA.

Le projet profitera à 8 millions d'habitants du bassin des lacs Edward et Albert (zone du projet RD Congo et Ouganda), en plus de faciliter l'élaboration d'un Cadre stratégique de pêche lacustre et la création d'une Agence de développement et de gestion intégrés de la pêche au niveau régional. Il y aura par ailleurs, une amélioration de la contribution au PIB, qui passera de 1,5% en 2008 à 3,5% en RD Congo, et de 2,5% à 4,5% en Ouganda.

SERVICES INSTITUTIONNELS

Les services institutionnels accompagnent les trois fonctions essentielles de l'IBN. Ces services ne constituent pas un programme spécifique, mais plutôt un ensemble de frais généraux de gestion. Il est indiqué ci-après, certaines réalisations ayant marqué la période sous revue:

Mobilisation des ressources

De nombreuses réunions consultatives ont été organisées avec des bailleurs. Des échanges avec l'AFD, l'UE, la Norvège et l'Allemagne ont mis l'accent sur un mécanisme éventuel de panier financier et la recherche de contributions supplémentaires pour la révision de l'acte de fiducie du Bassin du Nil.

Un montant supplémentaire de 18 millions \$EU a été alloué par la Banque mondiale à travers son Fonds spécial (NBTF) et le Fonds de coopération sur les eaux

internationales (CIWA) en vue de la mise en œuvre du programme de l'IBN.

Un accord de mise en œuvre du projet GIZ d'une valeur de 3 millions d'euros a été signé afin de soutenir la coopération au niveau des eaux transfrontalières dans le bassin du Nil pour une période de deux ans et demie.

Centre de Coordination de l'IBN

Au plan de la gestion, le secrétariat de l'IBN (Nile-SEC) a facilité une coordination efficace des trois centres de l'IBN via des plateformes virtuelles et des réunions nécessitant la présence physique. Les équipes de gestion ainsi que des équipes thématiques ont travaillé en collaboration, pour identifier des synergies et exécuter des activités consécutives, et autant que possible, améliorer l'efficacité et l'efficacé.

RAPPORT FINANCIER

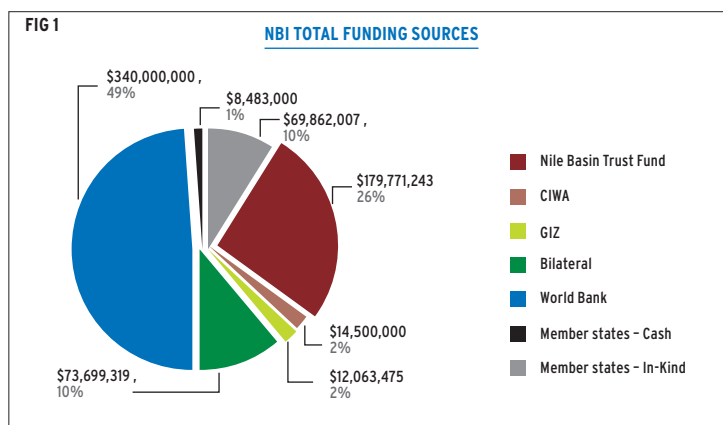
Le tableau 1 donne un état des revenus et dépenses des trois Centres de l'IBN au titre de l'exercice allant du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014.

TABLE 1

BUDGETS ET DEPENSES DES CENTRES DE L'IBN (EN \$EU) EXERCICE 2013-2014		
	Subventions	Dépenses
NILE-SEC	4,720,864	2,833,233
ENTRO	3,429,617	2,682,063
NELSAP-CU	9,834,197	8,842,159
TOTAL NBI	17,984,678	14,357,455

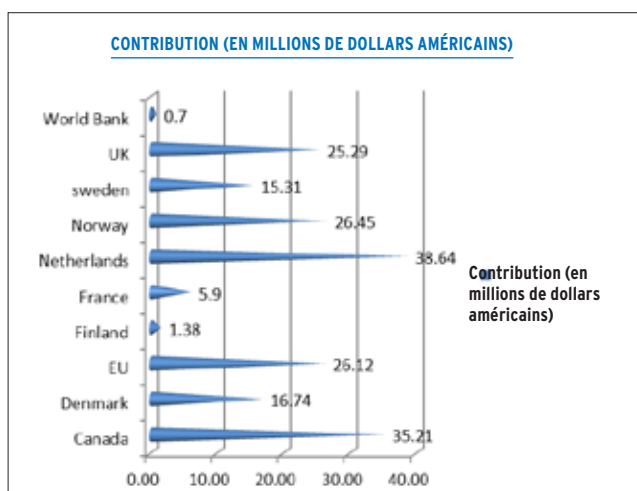
Sources de financement

Les revenus de l'IBN proviennent des contributions des pays membres et des conventions de subvention avec les partenaires au développement. Le graphique ci-dessous résume les contributions relatives au budget de l'IBN depuis sa création. Les contributions en espèces des États membres y compris le terrain octroyé par le gouvernement de l'Ouganda pour la construction du Secrétariat, le loyer versé par le gouvernement hôte pour les bureaux de l'Unité de Coordination du Programme d'Action Subsidaire des Pays des Lacs Équatoriaux du Nil (NELSAP-CU) et ceux des Unités de gestion du Projet, des locaux sur bâtis un terrain de premier choix et mis gracieusement à disposition pour les bureaux de ENTRO, ainsi que les bureaux nationaux de l'IBN, représentent environ 10% du total des contributions depuis la création de l'IBN. Les États membres ont également contribué en espèces pour près de 1% depuis la création de l'IBN.



Les subventions approuvées résultant du Fonds spécial (NBTF) qui est un guichet de la Banque mondiale, représentent 26%, alors que celles qui proviennent de la CIWA représentent 2%. Des financements directs des partenaires bilatéraux à l'IBN représentent 12%, dont 2% par la GIZ et 10% par les autres partenaires bilatéraux. La Banque mondiale a contribué à hauteur de 49% des ressources totales de l'IBN à travers le projet Hydroélectrique régional sur les Chutes de Rusumo.

FIG 2



Contribution des partenaires au développement pour le NBTF.

Fonds Fiduciaire du Bassin du Nil

Le Fonds spécial du Bassin du Nil (NBTF) a été créé en 2001 à la demande du Conseil des ministres du Nil comme mécanisme de choix destiné à l'administration de l'aide financière des fonds promis à l'IBN lors de la réunion du Consortium international pour la coopération sur le Nil (ICCON1) tenue à Genève en Suisse. Dix partenaires au développement se sont engagés et ont déboursé un montant de 191,74 millions \$EU destinés aux projets de l'IBN financés par le NBTF tel qu'indiqué sur le diagramme 2. Le NBTF arrive à terme en principe le 31 décembre 2014.

Contributions des pays membres

Au titre de 2013/2014, les pays ont contribué pour 1. 497. 918 \$EU, sur un total budgétisé de 2. 720. 651 \$EU, conformément à l'augmentation des barèmes des pays, approuvés lors de la 20^{ème} Session annuelle du Conseil des ministres du Bassin du Nil qui s'est tenue le 5 juillet 2012 à Kigali au Rwanda, soit des arriérés de paiement d'un montant de 1. 222. 733 \$EU au 30 juin 2014. Cela représente un taux de réalisation de 39,4% par rapport au taux de l'objectif minimum de fonctionnalité de 45%, soit 87,4% de la performance globale.

La 26^{ème} Session de ENCOM du 30 janvier 2014 a permis d'approuver une augmentation supplémentaire du plan de contribution des pays soumis à ENTRO afin de combler le déficit du taux de l'objectif minimum de fonctionnalité à l'horizon 2017/18. ENCOM a par ailleurs pris la décision selon laquelle, un État membre qui ne parvient pas à respecter ses engagements, devra permettre aux autres pays de combler le vide.

Autres grands contributeurs

Outre leurs contributions conjointes avec le NBTf au projet NCore, les partenaires au développement de l'IBN, à travers le Fonds de coopération sur les eaux internationales (CIWA), ont contribué pour 3 millions \$EU supplémentaires afin de combler le déficit du taux de l'objectif minimum de fonctionnalité des institutions de l'IBN jusqu'en 2017, année au cours de laquelle les États membres auront recouvré ce coût, et pour 10 millions \$EU au NELSAP dans le cadre du Programme de gestion du bassin fluvial, en vue de la préparation des projets d'investissement pour la transformation et d'envergure régionale. Cela représente à ce jour, une contribution totale de 14,5 millions \$EU.

Le secrétariat de l'IBN (Nile-SEC) a signé un accord avec la GIZ au titre de la 4^{ème} phase d'appui de la part du gouvernement allemand en vue de la coopération sur les eaux transfrontalières dans le Bassin du Nil, pour un montant de 3 millions d'euros prévus pour la période allant

de décembre 2013 à février 2016.

Le groupe Banque africaine de développement à travers la Facilité africaine de l'eau, a évalué récemment la préparation d'un projet régional de développement infrastructurel des ressources hydrographiques entre l'Ouganda et le Soudan du Sud. Une enveloppe de 2 millions UA a été approuvée et une convention est censée être signée en décembre 2014. Ce financement servira aux études de faisabilité, de conception détaillée, ainsi qu'aux études indépendantes d'évaluation de l'impact social et environnemental.

Le groupe de la Banque africaine de développement et le FEM ont également approuvé un financement d'un montant de 16 millions UA destiné à la mise en œuvre d'un projet régional sur les ressources hydrauliques et la pêche dans les lacs Edouard et Albert que partagent l'Ouganda et la RD Congo. La signature d'une convention est prévue en décembre 2014. Ce financement servira à la mise en œuvre des programmes de développement des ressources d'eau et halieutiques.¹

La Suède et la Norvège ont fourni depuis 2002 un appui financier bilatéral significatif au NELSAP afin d'aider à la réalisation de trois projets de gestion des bassins fluviaux, notamment à Mara, la Kagera et Sio-Malaba Malakisi.

Contribution de la Banque mondiale au projet Hydroélectrique régional sur les Chutes de Rusumo.

La Banque mondiale a octroyé un crédit/une subvention aux pays suivants, en vue de la réalisation du projet Hydroélectrique régional de Rusumo.

PAYS	SDR (MILLION)	(MILLION) DE \$EU
BURUNDI	76.6	114
TANZANIA	75.4	112
RWANDA	76.6	114
CONTRIBUTION TOTALE	229	340

PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT



Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international



DFID Department for
International
Development



NBTF
Nile Basin Trust Fund



Shaping sustainable futures



**german
cooperation**
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Implemented by

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS OF FINLAND



NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS



Secrétariat de l'Initiative du Bassin du Nil

P. O. Box 192
Entebbe - Ouganda
Tel: +256 414 321 424
+256 414 321 329
+256 417 705 000
Fax: +256 414 320 971
Email: nbisec@nilebasin.org
Website: <http://www.nilebasin.org>
Facebook: /Nile Basin Initiative
Twitter: @nbiweb

Bureau Technique Régional du Nil Oriental

Dessie Road
B.P. 27173-1000
Addis Abéba - Ethiopie
Tel: +251 116 461 130/32
Fax: +251 116 459 407
Email: entro@nilebasin.org
Website: <http://ensap.nilebasin.org>

Programme d'Action Subsidaire des pays des Lacs Equatoriaux du Nil-Unité de Coordination

Lot 6418, KCT Building
Avenue du Commerce
P.O. Box 6759, Kigali Rwanda
Tel: +250 788 307 334
Fax: +250 252 580 100
Email: nelcu@nilebasin.org
Website: <http://nelsap.nilebasin.org>



Suivez-nous sur



#NileCooperation;
#OneNile; #NileBasin